L'EXPERT PÉTROLIER NICOLAS SARKIS AVERTIT :

«Le pic de production du pétrole va arriver»

Les prix du pétrole augmentent et sont condamnés à continuer à augmenter, une mutation énergétique structurelle dans le monde. Mais le pic de production pétrolière, et partant gazière, va arriver, selon l'expert pétrolier Nicolas Sarkis, craignant un big-bang.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La hausse continue des cours du pétrole se poursuivra. Une mutation énergétique structurelle dans le monde, selon le directeur du Centre arabe de recherches sur le pétrole (APRC), Nicolas Sarkis. Hôte mercredi soir à l'hôtel El-Aurassi du Club Excellence Management (CEM), cet expert pétrolier a relevé qu'a contrario de ce qui s'est passé lors des chocs pétroliers de 1973 et 1979, il n'y a pas actuellement de rupture des exportations, ni réduction de la production, qui justifient une hausse des cours.

Pour Nicolas Sarkis, la flambée des cours de l'or noir, dépassant les 130 dollars le baril, ne peut s'expliquer seulement par des facteurs indiscutables, visibles mais conjoncturels. Tels les tensions géopolitiques, les facteurs climatiques, mais aussi la spéculation, l'impact de la dépréciation du dollar. Mais il faut «aller au-delà et regarder du côté de l'offre et de la demande de pétrole».

Forte accélération de la demande

Pour l'invité de marque du CEM, l'on observe depuis l'année 2003, une forte accélération, mais «inattendue», de la demande dans le monde. Si un siècle a suffi pour consommer 1000 milliards de barils, il suffira seulement de 25 à 30 années pour en consommer un autre millier, remarque-t-il. Or, tous les pays pétroliers, membres ou non de l'Opep, sauf l'Arabie saoudite, ont épuisé leurs capacités excédentaires de production, note-t-il. Et «d'une manière générale, la demande mondiale, actuellement de 86 millions de barils/j augmentera de 32 millions de barils/jour à l'horizon 2030», constate-t-il. Quant à l'offre, Nicolas Sarkis relève qu'«il n'y a plus de découvertes de grands gisements, malgré l'amélioration des techniques d'exploration et le progrès technologique. On ne trouve que de petits gisements».

Le pic de production semble proche

Dans ce contexte, le manager de APRC considère que le débat sur la fin du pétrole «n'a pas de sens». Par contre, pour cet expert «ce qui a du sens, c'est que dans tous les gisements de pétrole, lorsqu'on a épuisé la moitié des réserves prouvées, la production atteint un pic avant de décliner». Un phénomène qui se produit de plus en plus un peu partout dans le monde, constate-t-il. Allant à contresens de la vision optimiste selon laquelle ce pic ne surviendra pas avant une trentaine d'années, Nicolas Sarkis a relevé que ce pic semble «plus proche».

Photo : DR

Les prix du pétrole sont condamnés à augmenter.

En observant que pour la première fois, «des sociétés pétrolières appréhendent la poursuite de la production dans les conditions actuelles». D'autant que la production pétrolière atteindra difficilement les 100 millions de barils/j et qu'il faudra seulement quelques années pour qu'elle diminue. Plus significatif selon lui, «l'Agence internationale de l'énergie (AIEA), une référence, qui établissait des prévisions à long terme, à l'horizon 2030, et tablait sur l'équilibre de l'offre et de la demande, observe maintenant une trajectoire doublement alarmante».

Le big-bang n'est pas à écarter

Et Nicolas Sarkis, décriant «l'optimisme béat», de relever le déphasage entre des besoins croissant indéfiniment et des ressources limitées. Pour l'hôte du CEM, les prix du pétrole vont augmenter, condamnés à augmenter même si une rechute n'est pas exclue. Toutefois, le pic de pétrole va arriver, et pas au-delà de 2030-2035, «mais il va arriver. Un risque assez prévisible», selon le manager de APRC.

Idem pour le gaz naturel puisque «le pic de production gazière va arriver, 15 à 20 ans après le pic du pétrole», précise-t-il. Convaincu que l'augmentation des prix est «une mutation structurelle et que les tensions sur les prix vont augmenter», Nicolas Sarkis a estimé que si des mesures alternatives ne sont pas prises, un véritable «big-bang», une explosion sur le plan politique et économique, risque de survenir.

La coordination entre exportateurs de gaz nécessaire, mais …

Par ailleurs, Nicolas Sarkis a estimé qu'il est difficile pour un pays exportateur d'arrêter d'exporter, même pour préserver les intérêts des générations futures, en raison des fortes pressions qu'il risque de subir et de la concurrence entre pays producteurs et pays consommateurs. Pour Nicolas Sarkis, changer la monnaie de facturation des exportations «est toujours possible mais pas vraiment nécessaire».

Quant à la création d'une Organisation des pays exportateurs de gaz (Opeg), Nicolas Sarkis a estimé que la «coordination est nécessaire». Toutefois, il a rappelé que les pays qui envisagent une telle organisation doivent prendre conscience que les pays importateurs de gaz ont eux aussi des organisations de défense de leurs intérêts, citant la clause de destination mise en branle en Europe.

C. B.

UNION POUR LA MÉDITERRANÉE (UPM)

Le Maroc se met en évidence

Le Maroc porte un vif intérêt au projet de l'Union pour la Méditerranée que le président français Nicolas Sarkozy travaille inlassablement à structurer. Deux villes du royaume, Tanger et Fès, abriteront durant la première semaine de juin, du 4 au 6, des colloques internationaux sur le projet. Un conseiller du roi Mohammed VI, André Azoulay, devra présider, selon l'AFP, à l'ouverture du colloque de Tanger.

Sofiane Aït-Iflis Alger (Le Soir) - Par cette implication active, le Maroc court à se placer comme partenaire pivot de l'Union européenne (UE) dans ce projet d'Union pour la Méditerranée. Et, en arrière-fond, c'est sa candidature à abriter le siège de cette nouvelle connexion inter-méditeranéenne qu'il pose. Ceci en même temps que le poste de secrétaire général qu'il lorgne et auquel les Tunisiens, dit-on, s'intéressent également. Le Maroc consent cet investissement politique même si, il y a moins d'une semaine, la Commission européenne a introduit un nouveau correctif au projet de l'Union pour la Méditerranée. La Commission européenne a en effet résolu de ne pas agréer la structuration telle que conçue par Nicolas Sarkozy mais aussi de ne pas extraire le projet du processus de Barcelone engagé en 1995. La présidence bicéphale de l'UPM, que le couple Sarkozy-Moubarak devait inaugurer dès juillet prochain, n'a pas récolté le consentement de Bruxelles. Cette dernière, c'est-à-dire la Commission européenne, a décidé de placer le projet sous sa bannière et de le charpenter comme elle l'entend. Le président français, qui voit ainsi son projet subir un second réajustement, après le correctif imposé par la chancelière allemande, Angela Merkel, se grade de montrer des signes d'irritation. Il n'a vraisemblablement d'autre alternative que de faire avec. La conférence devant accoucher de l'UPM étant retenue pour le 13 juillet prochain à Paris, Sarkozy n'a guère de choix que de continuer à piloter le projet. D'ailleurs, maintient-il son effort à convaincre les partenaires encore indécis de la rive sud de la Méditerranée, dont l'Algérie qui ne s'y est pas encore nettement déterminée. Les Marocains, les Tunisiens et les Egyptiens ne semblent pas avoir besoin encore d'être convaincus de l'initiative. Ces trois pays affichent, chacun à sa manière, leur disponibilité à contribuer à la réussite de l'UPM.

En témoignent d'ailleurs ces deux colloques que le Maroc organisera début juin à Tanger et Fès. Le royaume lance ainsi le débat non pas sur le principe d'intégration de l'UPM mais sur les contenus programmatiques. Le colloque international de Tanger devra accueillir, selon les organisateurs repris par l'AFP, outre les élites marocaines, plusieurs personnalités étrangères. Si le colloque de Tanger s'intéressera aux questions politique, économique, technologique et culturel de l'UPM, la rencontre de Fès, elle, se penchera sur «les obstacles politiques et les blocages institutionnels et sociétaux» dans le Bassin méditerranéen.

Le Maroc est donc dans le vif du sujet. Et s'il s'illustre solitairement dans ces deux initiatives, le Maroc reste aussi dans cette dynamique de groupe que les pays arabes riverains de la Méditerranée poursuivent d'entretenir. Aujourd'hui samedi, la capitale égyptienne, accueillera une réunion des ministres arabes des Affaires étrangères. Il s'agira pour ces derniers d'analyser l'UPM à la lumière des dernières résolutions de la Commission européenne mais aussi de définir une vision arabe commune relativement au projet.

S. A. I.

Bouteflika à Paris fin juin ?

A en croire le journal on-line *Tout Sur l'Algérie,* le président Bouteflika est attendu à Paris à la fin du mois de juin. Le journal, qui dit détenir l'information de sources diplomatiques française et algérienne, croit savoir que Abdelaziz Bouteflika se rendra à Paris sur invitation de son homologue français, Nicolas Sarkozy. Une invitation que lui aurait remise la ministre française de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, lors de sa récente visite de travail en Algérie. Le président Bouteflika aurait accepté d'honorer l'invitation. Et, selon toujours *Tout sur l'Algérie,* le principe d'une visite de Bouteflika en France acquis, il ne reste qu'à en arrêter la date. L'objet de cette visite annoncée a trait au projet de l'Union pour la Méditerranée (UPM). Le président français, son initiateur, met de l'abnégation à convaincre l'Algérie d'y adhérer. Il a multiplié les émissaires à Alger sans qu'il ne parvienne, du moins jusque-là, à soustraire à l'Algérie l'expression franche d'une implication dans l'UPM.

S. A. I.